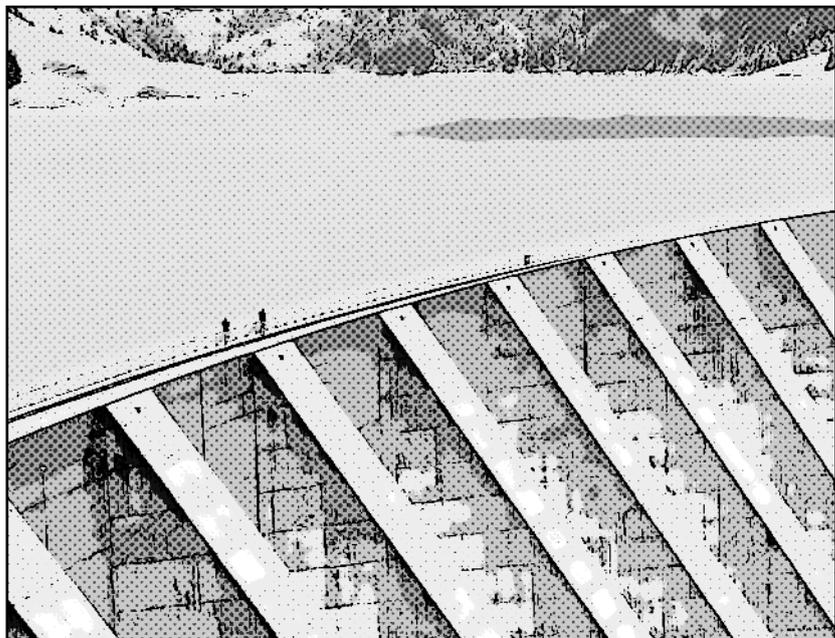


# L'euroLucide

Pour le retour de la démocratie en France

31 août 2018

## Bruxelles réclame davantage de privatisations pour les barrages



La liste de 150 barrages hydroélectriques que Paris est prêt à ouvrir à la concurrence d'ici à 2022 ne convient pas à la Commission européenne. Bruxelles en réclame davantage et dans un délai plus court.

Source : [la Dépêche](#) (22 août)

*La loi du profit pour les barrages est une hérésie. C'est la seule énergie électrique qui soit stockable et qui permette une régulation de l'énergie produite. Cette mise en concurrence est un coup terrible porté à EDF, et par là-même, à une politique énergétique indépendante de la France.*

« Pas un centime de plus » :

**Di Maio remet en cause les versements de l'Italie à l'UE**

L'ultimatum italien est arrivé à expiration. Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement 5 étoiles et vice-président du Conseil des ministres, avait donné jusqu'au 24 août à l'UE pour trouver une solution à la répartition entre d'autres États membres d'environ 150 migrants actuellement bloqués au port de Catane en Sicile (ils ont pu finalement débarquer du navire *Diciotti*). Le 24 août au soir, Luigi Di Maio a donc tiré les conséquences du silence de Bruxelles en annonçant « ne plus être disposé à verser les 20 milliards d'euros annuels auxquels prétend [l'UE] ».

Source : [RT France](#) (24 août)

*L'UE poursuit sa lente agonie. Quand bien même elle a rejeté cet ultimatum, le simple fait qu'il ait été exprimé par l'Italie, à la fois un « gros pays » et un pays fondateur de la CECA, traduit le malaise profond qui s'est établi entre les États membres et Bruxelles, sur le sujet des migrants comme sur d'autres. Affaire à suivre concernant les suites du rejet de l'ultimatum : l'Italie va-t-elle s'exposer à une guerre ouverte avec l'UE ? ou rentrer dans le rang comme Tsipras il y a quelques années en Grèce ?*



L'UPR propose de sortir de l'UE, de l'OTAN et de l'EURO pour retrouver la démocratie.

C'est le seul parti à avoir zéro dettes, zéro financement étatique, zéro présence dans les médias habituels.

L'UPR est financé par ses 31786 adhérents, et c'est tout.

UPR.FR